

Samuel Johsua

Militant de la LCR, universitaire.

Le parti est une dentellière Partis et mouvements sociaux

La question des rapports partis révolutionnaires/mouvements sociaux est l'une des plus controversées. Elle est au cœur des débats récurrents avec les « mouvements sociaux » dans la vague altermondialiste, mais n'a jamais quitté la scène dans un pays comme la France, charte d'Amiens (1906) oblige. Certains des éléments de ce débat sont anciens, l'exemple paradigmatique étant celui des rapports entre partis et syndicats tout au long du vingtième siècle. D'autres sont souvent présentés comme renouvelant profondément ces problématiques (les rapports avec les « nouveaux mouvements sociaux »), et il convient d'interroger cette nouveauté.

La réponse que donne la tradition léniniste à ces questions est souvent ramenée par ses critiques à un mode d'organisation (séparation du parti d'avec « la classe », alliée à un régime interne hyper-centraliste) combiné ou pas avec la substitution du parti à la classe révolutionnaire et avec un positionnement putschiste. Mais il est difficile de faire la part dans ces présentations de ce qui relève de la création entièrement stalinienne du « léninisme », de l'exagération de ses adversaires sociaux-démocrates, et des positions (changeantes) du dirigeant bolchevique lui-même.

Ce qui paraît certain, c'est que tout porte à regarder d'un œil critique la réponse que donne Lénine dans son *Que Faire ?* (1902) à cette question fondamentale. Sa réponse tient, principalement, en trois points :

- La place des « intellectuels » comme portant de l'extérieur le marxisme à la classe ouvrière. Si cette position (originellement issue de Kautsky en fait) n'a jamais eu une once de vrai, elle n'a plus désormais aucun sens. À la fois à cause de la longue expérience du mouvement propre des travailleurs et de l'élévation considérable de leur niveau culturel.
- La portée inévitablement limitée du mouvement « trade-unioniste » (syndical). Le mouvement propre (« spontané » dit-il) de la classe ne pourrait jamais mener à la conscience révolutionnaire. Dans de vieilles démocraties bourgeoises, on voit bien en effet comment les appareils syndicaux ont tendance à s'interpénétrer avec l'appareil d'État national, ou supra-étatique. Ceci pourrait

donner un point à Lénine, mais pour de mauvaises raisons. Dans son livre fondateur, ce ne sont nullement ces processus de sclérose que Lénine a en tête, mais bien une méfiance de fond, principielle, devant la portée des mouvements de la masse. Démentie par toute l'histoire des révolutions, critiquée à juste titre par Rosa Luxemburg (qui montre que le parti peut dans la fureur révolutionnaire être au contraire en retard sur les masses), cette méfiance conduit immanquablement à celle d'un parti « en surplomb » par rapport aux mouvements, à la conception du « parti dirigeant », et presque aussi sûrement à la théorie de « la courroie de transmission ».

- La conscience de classe révolutionnaire vient de l'extérieur du combat ouvriers/patrons (plus généralement, de l'extérieur des combats immédiats). Si l'on écarte la question des « intellectuels » comme porteurs de cette conscience, l'idée est fondamentale, et juste, pour la question qui nous occupe. C'est en s'élevant à la hauteur de l'ensemble des problèmes sociaux (locaux, nationaux et mondiaux), que la conscience révolutionnaire se forge et se manifeste. Mais – c'est ce que l'on aura à aborder ci-dessous – qui dit que « les mouvements » en sont incapables par nature ?

Une autre réponse est celle de la social-démocratie. Pour elle, il existe un partage des tâches entre des mouvements spécifiques (syndicaux en particulier) et le parti. Les premiers sont limités à ce qui fait leur spécificité, les seconds s'occupent des institutions parlementaires, et de traduire par des votes les demandes des mouvements. C'est ce qui justifie la liaison organique entre les deux instances. Mais comme le parti se présente aux élections, il a par nature une vocation « globale », gestionnaire, qui échappe aux mouvements sociaux spécifiques. Dans ce cas, il existe alors toujours une « courroie de transmission ». À l'origine, cette courroie fonctionnait dans le sens syndicaux/partis, l'exemple le plus connu étant celui de la fondation du Parti travailliste par les « trade-unions ». L'intégration partielle de ces dernières à l'appareil d'État fait que la courroie tourne désormais évidemment dans l'autre sens. Mais cette soumission des syndicats aux partis pose cependant moins de problèmes théoriques que chez Lénine, puisque, pour les sociaux-démocrates, cette soumission est elle-même soumise pour les deux instances au respect de l'ordre bourgeois.

Les positions anarchistes – éminemment variées, bien entendu – sont plus simples : aucune délégation du combat politique n'est possible, et, n'était la présence justement des partis, le mouvement propre des travailleurs conduirait à la révolution.

Ce tableau est celui qui pourrait représenter l'état de la question (au moins pour une organisation comme la LCR) au tournant des années 1980. Mais l'évolution de la fin du xx^e siècle a modifié la donne, plus ou moins profondé-

ment selon la manière dont on mesure la « nouveauté » des problèmes. Ainsi, la « forme parti » est donnée comme « en crise ». À mon sens, cette « crise des partis » a deux caractéristiques à gauche. La première, chez les réformistes, tient à ce que leur fonction de gestion du capital mondialisé leur interdit désormais la prise en compte sérieuse de la demande « d'en bas », et ceci, non seulement dans les phases contre-révolutionnaires des grands affrontements, mais dans le quotidien. Ce qui les rend incapables de répondre à la question « à quoi vous servez ? ». L'autre, chez les révolutionnaires, est liée aux échecs révolutionnaires : pourquoi accepter une fonction pour des partis qui sont soit impuissants, soit dangereux ? Et ceci nécessite en tout état de cause de reprendre à nouveau le débat.

La « forme parti » et l'État

La « forme parti » est liée historiquement à la modernité, essentiellement aux révolutions bourgeoises, et surtout à la Révolution française. Les partis remplissent une fonction d'organisation et de représentation des classes sociales en lutte (ou de fractions de classe), laquelle fonction est étroitement liée aux modifications concomitantes de la forme et des missions de l'État sous le capitalisme. Mais la fonction stratégique n'est pas la même selon les classes. Certes, aucune classe sociale (prolétariat ou bourgeoisie) ne peut, par « simple convergence des mouvements » parvenir à se constituer en réalité politique indépendante (qui lui soit propre, homogène, unifiée). Tel est le cas du prolétariat, mais tel est aussi le cas de la bourgeoisie : elle est au moins aussi profondément divisée que le prolétariat (entre secteurs industriels, financiers, entre petits et grands patrons, etc.) et elle ne peut politiquement s'unifier que par le biais d'institutions, au premier chef l'État. On l'oublie trop souvent : les décisions de l'État sont d'une extrême importance, non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour la bourgeoisie : telle décision favorisera telle fraction du patronat (ou de la bourgeoisie au sens large), lésera telle autre, etc. La bataille est permanente : Medef, petits patrons, chambres de commerce, mais également par le biais des médias, qui jouent au moins autant le rôle de débat au sein de la bourgeoisie que de discours en direction des couches populaires. Mais, à un moment donné, la décision tombe, et, en règle générale, elle ne peut être contestée : l'État a joué son rôle unificateur, il a tenu compte des pressions, mais imposé telle ou telle décision, etc. L'État tient le gouvernail. Les partis qui représentent les classes dominées, surtout s'ils ont une vocation révolutionnaire, ont une fonction comparable d'unification. Mais parce qu'ils visent à la modification (voire à l'extinction) du dit État, ils ne peuvent jamais trouver dans l'État bourgeois la réalisation complète de cette fonction. Cela dit, il est clair que la nature du combat de tous les partis met la relation

à l'État au cœur de leur fonctionnement. Conservateurs, réformistes ou révolutionnaires, ils ont ainsi une tendance inévitable à calquer leur mode d'organisation sur la structure d'État à convertir, à subvertir ou à détruire. La nature spécifique du tsarisme est ainsi très probablement à la racine de plusieurs des positions défendues par Lénine.

Cela conduit à un problème classique, celui là même posé par les libertaires : une telle symbiose ne conduit-elle pas inévitablement un parti révolutionnaire à reproduire, avant comme après la prise du pouvoir, les formes les plus fondamentales d'oppression politique de l'État bourgeois lui-même ? Jusqu'à quel point un parti qui lutte pour le dépérissement de cette forme politique devrait-il adapter son fonctionnement pour échapper à cette évolution ? S'il le fait, n'est-il pas menacé par ce que le sens même du combat politique qu'il mène (qui, rappelons le, est dicté par la confrontation à l'État) soit perdu ?

À ces questions classiques s'ajoutent deux questions nouvelles, de grande importance.

- **Comment des partis « calqués » sur les États nationaux peuvent-ils conserver leur pertinence à l'heure de la mondialisation ?** Le problème concerne d'abord (au premier chef pourrait-on dire) leur fonction d'unification de la bourgeoisie. Dans quelle mesure peut-on encore repérer des « bourgeoisies nationales », adossées sur leur propre État ? Beaucoup de théoriciens, allant trop vite en besogne, annoncent la fin de ces États, ainsi que des classes dominantes nationales qu'ils encadrent. La situation est plus diffuse, qui mélange de très efficaces niveaux proto-étatiques internationaux avec le maintien tout à fait repérable d'intérêts nationaux classiques. Mais même si le mouvement vers de super États ne doit pas être surestimé, le travail constant de chaque État national, sous domination néolibérale, pour diminuer ou effacer leur fonction d'arbitrage nationale entre les classes, et, partant, d'unification de leur propre bourgeoisie, produit une situation nouvelle, une des racines de la « crise du politique ».
- **Comment le double surgissement de « la question individuelle » et de celle des « catégories » interclassistes opprimées vient-il modifier la donne ?** Dans ce domaine, le bilan du « communisme réellement existant » est venu valoriser les anciennes critiques libertaires. Il y a là très probablement la manifestation de données anciennes (et négligées dans la tradition du mouvement ouvrier). Mais aussi une profonde nouveauté historique. Ainsi, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'idée d'un prolétariat comme « corps unique » est un mythe. Divisions sexuelle, nationale, générationnelle, religieuse, culturelle et

autres : seul un aveuglement désastreux a pu dans le passé faire croire à une unité « organique » permanente du prolétariat (et, en plus, à sa représentation par un seul parti, « le parti de la classe ouvrière »). La réponse élaborée à cette constatation par la LCR au cours des décennies de la fin du dernier siècle tient en ceci : l'unification du prolétariat exige non la négation de ces divisions, mais leur analyse, leur mise à jour, leur prise en compte, leur expression. De plus, cette unification du prolétariat ne peut se réaliser si elle n'est pensée que pour lui-même : c'est seulement si le prolétariat est à même de se hisser à la hauteur de la tâche de prise en charge de toutes les catégories opprimées (même donc en dehors de lui-même) qu'il sera en mesure de postuler à la direction globale de la société. Cela dit, s'il est nécessaire de réaffirmer cette réponse générale, il faut aussi considérer les conditions nouvelles où elle s'exprime, et qui recourent ce qui vient d'être avancé sur les particularités de la phase actuelle de mondialisation du capitalisme. Celle-ci produit un éclatement sans équivalent historique des groupes et communautés, leur renouvellement constant. Elle fait ainsi surgir, plus nettement et plus profondément, la « question individuelle » et celle de l'émancipation non seulement des classes, des nations, des catégories, des groupes, mais des individus eux-mêmes. D'un autre côté, le rapport social capitaliste atteint ainsi plus activement encore un niveau de « pureté » inégalé. Mais ce « désordre » capitaliste a aussi un versant créatif. En tout cas, il conduit – comme toujours dans le passé – les partis qui le combattent à s'adapter à cette nouvelle configuration, en postulant malgré lui et contre lui à une fonction émancipatrice réelle des individus. Le thème de l'émancipation des individus ne doit définitivement pas être laissé au capital. Mais il surgit ici une contradiction forte. Sauf à partager le mythe postmoderne d'un Empire sans centre, on voit bien comment le « fonctionnement en réseau » peut masquer les contre-tendances à forger des « identités » figées et réactionnaires, comme aussi la super centralisation d'un ordre économique, militaire et impérial, comme surtout la domination exclusive de la marchandisation du monde.

Ces considérations – qu'elles renouvellent des préoccupations anciennes ou qu'elles prennent en compte des nouveautés réelles – entraînent sans conteste la nécessité de redéfinir les fonctions et le mode d'organisation des partis révolutionnaires.

De la fonction des partis

Mais elles engagent aussi à rediscuter des rapports entre ces partis et « les mouvements », question qui est l'objet de ce texte. C'est que face à ces nouveautés surgissent des réponses hybrides. Beaucoup dans le mouvement altermondialiste résolvent ces contradictions en opposant les « réponses ver-

tales » des « vieux partis » (et de l'ancienne façon de faire de la politique), aux « réponses horizontales » des « nouveaux mouvements ». Mais on ne sait pas bien, dans cette approche, comment cette « nouvelle façon » permettrait le renversement de l'ordre existant. Si bien qu'en pratique on peut être conduit à accepter, volontairement ou dans les faits, un partage des tâches de type lobbyiste ou social-démocrate : « on » pousse/« ils » gèrent sous notre pression. Sauf que laisser « la traduction politique » à la social-démocratie revient à en accepter l'hégémonie, alors même qu'elle est, pour toute la période, incapable de la moindre réforme progressiste d'importance.

Cela dit, la question des rapports parti/mouvements reste entière. Y répondre par l'attribution du « global » au parti, et du « local » ou du « spécifique » au mouvement social rendrait purement démagogique et superficiel le rejet de la théorie de la « courroie de transmission ». Si l'on veut en finir une bonne fois avec la « courroie de transmission », il faut reconnaître à un quelconque « mouvement » l'aptitude, sans limites *a priori*, d'élaboration. Suivant sa dynamique, rien n'interdit à un syndicat, à un mouvement de femmes, à ATTAC, d'élaborer y compris « une vision du monde » la plus globale. Aucun domaine réservé... D'ailleurs, en conséquence, il n'y a rien d'infamant pour un parti à reprendre des élaborations conduites parfois mieux et plus profondément hors de ses rangs. Le grave serait de ne pas s'en nourrir quand c'est nécessaire. Mais je ne vois pas pourquoi la LCR, par exemple, devrait rougir que la Fondation Copernic ou le mouvement homo soit en avance sur elle. Si c'est intéressant, on prend ; point final. N'est-ce pas aussi la leçon de 1905 et d'octobre 1917, celle que tire Rosa Luxemburg ?

Mais, alors, sur le plan théorique, cela signifie qu'il ne faut pas chercher la différence de fonctions dans l'ampleur, la radicalité, la nouveauté ou la « globalité » de l'élaboration. **La différence réside d'abord** dans la nature de la réponse donnée à la question de l'unification du combat des dominés-es. Comme chez les dominants, celle-ci est un processus actif, qui nécessite la mise en cohérence d'éléments hétérogènes le plus souvent. Dans cette recherche de cohérence, le problème à résoudre n'est pas toujours au niveau le plus « global ». C'est même l'inverse la plupart du temps : c'est dans le détail que se joue la cohérence. La question cruciale, révélatrice sur le plan théorique est la suivante : pourquoi, alors qu'il n'y a aucune limitation *a priori*, les « mouvements » ont-ils les plus grandes difficultés à se présenter aux élections ? Si on répond en terme de « gestion » de l'État réservée aux partis, c'est la position sociale-démocrate. Mais sinon ? De plus, en principe, un parti révolutionnaire ne se bat pas pour occuper le pouvoir pour lui-même, mais pour donner le pouvoir au peuple, donc à ses « mouvements ». Pourquoi ne pas faire court et laisser ceux-ci postuler directement au pouvoir ? Ma

réponse tient en ceci : c'est que se présenter aux élections suppose de s'occuper des « détails »...

À partir du moment où une organisation se présente aux élections, tout un chacun est en droit de lui demander sa position sur n'importe quel aspect de la vie sociale. Et l'élaboration de celle-ci ne peut se faire sous la forme d'additions de positions ; la cohérence des détails avec la vision d'ensemble est une exigence « opposable » (cela signifie que, bien que cette cohérence ne soit jamais absolue, le parti ne peut faire autrement que de tenir compte d'un argument qui lui signifierait une contradiction). Ce n'est pas la position sur la mondialisation qui fait la différence avec une formation politique, c'est celle sur les chasseurs... La FSU, SUD ou ATTAC, par exemple, n'ont aucune raison de prendre position sur la chasse. Rien ne le leur interdit, mais on voit bien que si elles multipliaient des positionnements de ce genre, elles se minoriseraient vite fait. En revanche, impossible d'y échapper pour un parti. En dynamique et en théorie, impossible d'échapper à n'importe quel « point de détail ». Finalement, c'est ce que dit le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels (1848) : les communistes n'ont aucun intérêt différent du mouvement, mais cherchent à unifier la classe des prolétaires malgré ses différences. Sauf que l'unifier, ça peut être vers le haut, mais c'est surtout « par le bas », le détail. Ceci est fondamental : c'est la marque que la fonction d'un parti révolutionnaire est bien porteuse d'une alternative générale. Les partis de la bourgeoisie sont soumis aux mêmes exigences, mais, outre qu'ils disposent de la réalité palpable de la « cohérence » de la société telle qu'elle est, ils se reposent aussi sur la structure étatique. Pour un parti révolutionnaire, c'est beaucoup plus difficile. Il doit répondre à la question : comment réussir l'unité et l'indépendance de classe, malgré ses clivages de toutes sortes ? Et, on le sait maintenant, avec la plupart de ces clivages se maintenant. C'est ce problème qu'indiquent les grands forums altermondialistes – les mouvements se mettent facilement d'accord sur « le grand » et « le global », mais plus difficilement « dans les détails ». Je livre en fin de texte une « métaphore mathématique » pour donner une image de ces différences.

Deuxième différence entre les deux types d'instances, celle qui découle de la confrontation à l'appareil d'État. Autrement dit, à la sphère du pouvoir central. Certes, tout « mouvement » se heurte aussi à « la question du pouvoir », puisque le « pouvoir » apparaît éclaté, diversifié, croisant les dominations diverses et leurs cristallisations institutionnelles. Le pouvoir d'État est l'un seulement des lieux d'exercice des dominations. Mais comme c'est le lieu où s'organise et converge la domination des classes et catégories dominantes, c'est le lieu aussi où se joue la confrontation « par le haut ». On peut considérer ceci comme dépassé, et avancer que le pouvoir est d'ores et déjà diffus

à un point tel que la généralisation des contre-pouvoirs de « la multitude » permettra de résoudre le problème. Mais justement, le « réseau » n'est pas sans « centres » ! On peut, plus sérieusement, estimer que les partis sont peu utiles au final, et que « le mouvement des mouvements » finira par trouver les convergences nécessaires au moment propice. Contrairement à une vision avant-gardiste de la nature du combat politique, il n'y a effectivement aucune raison d'exclure cette issue. Tout mouvement des masses d'une certaine ampleur repose sur des convergences de ce genre. Le modèle premier étant celui de la Commune de Paris, mais même un mouvement comme celui de 1995 montre les mêmes tendances. On peut alors constater que des situations de ce type réalisent inévitablement une « sélection » des thèmes politiques mis au centre du combat. Dans des situations très tendues et particulières, se réalisent souvent l'unification (malgré les divisions de tout type) sur une sélection (et donc, une hiérarchisation) des thèmes. Même dans le quotidien plus prosaïque, des tendances de ce type travaillent en permanence « les mouvements ». Mais existent aussi alors des contre-tendances puissantes. Chaque mouvement est conduit à réaliser sa propre hiérarchie des combats à mener selon la conjoncture, mais elle a peu de chances d'être la même que pour un autre mouvement. On peut saisir cette même question avec un point de vue « constructiviste » concernant des luttes sociales. De la masse des « problèmes sociaux » présents dans une société, connus, méconnus ou ignorés, seuls certains parviennent à l'agenda des débats et des luttes. C'est une alchimie très spéciale et parfois très spécifique qui produit ce « succès », alchimie faite de mobilisation de groupes sociaux, mais aussi de conjoncture et d'air du temps. Les partis sont des instances actives dans ces « constructions » par la résonance qu'ils donnent à certains thèmes ou – c'est plus rare – par l'initiative qu'ils prennent d'en lancer de nouveaux. Mais leur manière la plus constante et la plus spécifique d'y contribuer est bien la sélection hiérarchisante de ces thèmes. Fonction encore renforcée par le fait que pour ce faire, les partis mettent en relation la « cohérence du détail » décrite ci-dessus (appuyée sur une histoire, une « vision du monde » qui leur est propre), la pression exercée en leur sein par des militants eux-mêmes partie prenante de mouvements et de groupes en lutte pour « construire » un agenda, et enfin la volonté de se confronter au pouvoir central. En forçant le trait, on peut dire que tel est le rôle de l'élaboration d'une « démarche transitoire » dans la tradition des partis révolutionnaires, laquelle vise bien à « construire » des thèmes à vocation centralisatrice qui fassent le pont entre l'état possible des mobilisations et la confrontation aux classes dominantes.

Une métaphore mathématique

Quelques « rappels » mathématiques :

- 1) Les nombres entiers (1 ; 2 ; 3 ; etc.) forment un ensemble. Cet ensemble est dit « dénombrable » (on peut désigner chacun des nombres ; 1 est le premier, 2 le second ; etc.). Ces nombres forment un ensemble infini. En effet, quel que soit le nombre proposé, on peut toujours en construire un plus grand : il suffit d'ajouter une unité. Cet ensemble est aussi dit « discret ». Cela signifie qu'entre deux nombres entiers successifs, il n'y a pas d'autres nombres.
- 2) Les nombres décimaux (comme 1,32) forment aussi un ensemble infini. Comme il s'agit aussi d'un ensemble « dénombrable » (on peut les dénombrer à l'aide justement des nombres entiers), l'infini dont il s'agit est le même que pour les nombres entiers. Mais il s'agit d'un ensemble « dense ». Entre deux décimaux quelconques (1,32 et 1,33 par exemple) il y a toujours un autre décimal (1,325 par exemple).
- 3) L'ensemble des « nombres réels » inclut les nombres entiers et les décimaux, mais comporte aussi des nombres plus bizarres : des « irrationnels », comme la racine carrée de 2, des « transcendants » comme le nombre Pi. Cet ensemble n'est plus dénombrable, et l'infini de nombres qu'il comprend n'est pas le même que dans les deux autres cas (elle est plus « grande » si l'on peut dire). Il s'agit d'un ensemble continu (il n'y a plus de « trous »). Les nombres bizarres (comme les racines carrées et les transcendants) ne peuvent s'exprimer exactement, mais on peut les approcher avec des décimaux : ainsi Pi peut s'approcher par 3,1415... On dit que les décimaux sont « denses dans l'ensemble des nombres réels ».
C'est tout ce qu'il faut pour filer la métaphore ! Les mouvements s'apparentent à des ensembles discrets (comme les nombres entiers). Aucune limite à ces ensembles : la suite des nombres est bien infinie. Aucune région n'est exclue par principe. La somme des mouvements augmente le nombre de régions sociales couvertes. Mais une somme de parties discrètes ne peut donner un ensemble dense. Il reste toujours des « trous ». Un parti s'apparente aux nombres décimaux. Ils relèvent d'un même « infini » (pas de surplomb). Mais c'est un « ensemble dense ». Il va dans le détail du détail. En théorie... En pratique, il travaille surtout avec des manques à combler. Mais la lutte pour l'hégémonie dans la société va de pair avec le fait de les combler, sans jamais y parvenir évidemment (c'est un ensemble infini...). Aucune vision totalisante là-dedans : même si on y parvenait, il y aurait un nombre encore bien plus grand de nouveaux nombres (les nombres « bizarres »). La vie sociale elle-même s'apparenterait

plutôt à l'ensemble des nombres réels, ensemble infini bien plus « grand » que les autres. Avec plein de nombres « bizarres ». Avec les décimaux (une vision « détaillée » de la société), on peut toujours les approcher, sans jamais en épuiser même un seul...

- a) Dans la lutte pour l'émancipation sociale, les « mouvements » sont l'essentiel. Ils fournissent les « nombres entiers », briques qui supportent tout le reste de la construction. Ils en amènent de nouveaux, en permanence. Mais le combat social reste « mité » sans la fonction politique. Le parti est une dentellière...
- b) Ceci est compliqué du fait que les hommes et les femmes des partis sont aussi souvent ceux-celles des mouvements, que des partis peuvent « apporter des nombres » (par leurs initiatives propres), que des mouvements peuvent s'exercer au tricot ! Toute métaphore a des limites : nous y voilà.